

Introduction scientifique

Proposer une nouvelle étude des liens entre les Européens et les Antilles¹ implique de tenir compte des évolutions de la recherche scientifique et notamment de présenter les processus liés à l'expansion européenne de manière moins euro-centrée. Il s'agit de dépasser la lecture traditionnelle des « Grandes Découvertes » au profit d'approches plus équilibrées, traduites par des expressions comme le désenclavement ou encore la mise en connexion des grandes parties du monde². Apparue dans les années 1990 dans le sillage de la critique des biais européocentristes de la *world history*, l'histoire connectée prend pour domaine propre d'investigation les « premières rencontres » entre le monde européen et les sociétés extra-européennes. Elle a l'ambition de traiter à « parts égales », pour reprendre l'expression de l'historien Romain Bertrand³, les sources européennes et celles des mondes lointains.

L'*Atlantic History* a également permis un profond renouvellement des questionnements⁴. Par ce concept, il faut entendre « l'étude des systèmes relationnels entre des espaces relevant des trois continents bordant l'océan éponyme, dans une perspective globale intégrant les sociétés, leurs productions matérielles et spirituelles, y compris leurs systèmes politiques, sur l'hypothèse d'un tout structuré par cette relation⁵ ». Même si le caractère intégré et uniforme de ce monde atlantique est discutable, dans la mesure où des spécificités perdurent en fonction des territoires, cette large approche du point de vue thématique s'attache aux circulations, aux transferts et aux appropriations, principalement aux effets aller-retour. Dans cette optique, l'espace caraïbe, cette « méditerranée américaine » selon l'heureuse formule de Pierre Chaunu, peut apparaître comme une sorte de laboratoire du monde atlantique et constituer un concentré de mondialisation⁶. Il désigne l'ensemble des territoires riverains de la mer des Caraïbes, de la Floride au Venezuela, séparé de l'océan Atlantique par l'arc antillais (Petites et Grandes Antilles).

En considérant les relations entretenues entre les Européens et le continent américain dans son ensemble, deux grandes traditions historiographiques peuvent être schématiquement identifiées. La première étudie les relations

entre les États européens ou les villes portuaires européennes avec ces espaces mis en relations par l'Atlantique, avec par exemple les travaux de Frédéric Mauro sur le Portugal⁷ et de Pierre et Huguette Chaunu sur Séville⁸, publiés entre 1955 et 1960. La plupart des grandes puissances coloniales ont fait l'objet de travaux : les Provinces-Unies par Pieter Emmer⁹; la Grande-Bretagne par John Elliot¹⁰; la France par Cécile Vidal¹¹. Si l'on considère plus spécifiquement les liens avec la Caraïbe, des recherches ont été menées sur de nombreux ports européens : les études de Ralph Davis sur la flotte commerciale anglaise aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles ont permis de mettre en lumière le poids déterminant de Londres et, dans une moindre mesure, de Bristol dans les armements à destination des Antilles anglaises¹². À l'échelle de la France, La Rochelle au ^{xvii}^e siècle a été étudiée par Marcel Delafosse dès 1949 et plus récemment par Philippe Hroděj pour la période de la guerre de la Ligue d'Augsbourg (1688-1697)¹³ ; dans les années 1970, Bordeaux a fait l'objet de recherches par Jonathan Webtser, pour les années 1664 à 1717, par Christian Huetz de Lemp pour la fin du règne de Louis XIV et par Paul Butel pour le ^{xviii}^e siècle¹⁴. De jeunes chercheurs s'inscrivent dans cette tradition et travaillent également sur l'implication des ports français dans la droiture antillaise : Marion Tanguy a ainsi soutenu sa thèse en 2014, sur le commerce de Nantes sous le règne de Louis XIV¹⁵.

Le deuxième grand courant historiographique s'intéresse aux sociétés américaines et antillaises, dans le sillage des recherches pionnières de Gabriel Debien sur le système des engagés européens et de leur place dans les sociétés coloniales, datant des années 1950¹⁶, de celles de Pierre Pluchon sur la colonisation antillaise¹⁷ ou encore de Léo Elisabeth sur la société martiniquaise¹⁸. Bernard Grunberg, spécialiste de la Nouvelle Espagne et plus particulièrement de la conquête de l'empire aztèque, des débuts de la colonisation et de l'Inquisition apostolique mexicaine, a dirigé de 2008 à 2011 un programme ANR visant à l'« Édition d'un corpus complet de sources rares ou inédites sur les Petites Antilles (1493-1660) » et ce, notamment pour faciliter l'étude des populations amérindiennes de cette région de la Caraïbe insulaire¹⁹. Frédéric Régent a, pour sa part, récemment soutenu son habilitation à diriger des recherches sur les propriétaires d'esclaves en Guadeloupe, des débuts de la colonisation à la seconde abolition de l'esclavage (1635-1848)²⁰.

Ce volume souhaite se positionner à la croisée de ces deux traditions historiographiques, en multipliant les points d'observations. Le temps court du ^{xvii}^e siècle et du début du ^{xviii}^e siècle doit par ailleurs permettre d'observer la montée en puissance des Antilles durant une époque moins étudiée que celle du siècle suivant, marqué par l'apogée des colonies de plantations esclavagistes.

L'ouvrage a été construit autour de deux grands axes : il s'agit d'abord de voir comment l'espace caribéen a été un lieu d'affrontements entre les puissances européennes, en prolongeant les réflexions menées par Paul Butel et Bernard Lavallé ou encore par Christian Buchet²¹. Si le traité de Tordesillas

de 1494 organise, avec l'assentiment du pape Alexandre VI, le « partage du monde » entre les deux puissances catholiques de la péninsule Ibérique, il n'est pas reconnu par les autres États européens. On connaît la fameuse réplique du roi de France, François I^{er}, adressée à l'ambassadeur de l'empereur Charles Quint : « Le soleil luit pour moi comme pour les autres et je voudrais bien voir l'article du Testament d'Adam qui m'exclut du partage²². » De fait, dès le XVI^e siècle, les Antilles sont fréquentées par des flibustiers et pirates hollandais, anglais et français²³. Au tournant du siècle, les Couronnes espagnole et portugaise conservent la quasi-totalité des terres d'Amérique, même si une immense partie n'est ni occupée ni contrôlée. Le XVII^e siècle voit venir le temps de « la redistribution de l'archipel caraïbe²⁴ ».

Dans sa contribution consacrée aux possessions espagnoles de la Caraïbe, Guy Saupin souligne le caractère éminemment stratégique de cet espace, porte d'entrée et de sortie de l'ensemble hispano-américain pour l'économie-monde atlantique. Certes, l'Espagne ne peut pas empêcher les puissances de l'Europe du Nord-Ouest de s'emparer de certains territoires, mais elle parvient *in fine* à maintenir ses possessions de Terre Ferme et demeure à la fin du XVII^e siècle de loin la première extension ultramarine mondiale. Face aux appétits des autres États, la monarchie espagnole ne demeure pas inerte et développe en particulier un programme de fortification des ports stratégiques, dont le triangle supérieur est formé par La Havane, Carthagène et Veracruz. L'auteur montre également l'importance des contrats – *asientos* – liés à l'introduction de captifs noirs au sein de l'Amérique espagnole, auxquels participent successivement des Portugais, des Hollandais, des Anglais et des Français. L'enjeu est de s'immiscer dans le monopole de la *Carrera de Indias* et de développer la fraude et la contrebande afin de s'emparer d'une partie des sorties de métaux précieux.

Parmi les puissances européennes, les Provinces-Unies apparaissent en première ligne dans la contestation territoriale et le détournement du commerce hispano-américain. Cela s'explique d'abord par les origines de cet État, né en 1579 d'une sécession des provinces septentrionales des Pays-Bas espagnols par l'Union d'Utrecht. L'article de Roberto Barazutti met en lumière le rôle central de la guerre de course néerlandaise dans les conflits européens, tant celui de la guerre de Quatre-Vingts Ans (1568-1648) que ceux qui opposent la république aux autres puissances maritimes entre 1652 et 1713. La Caraïbe représente un théâtre d'opérations privilégié, avec notamment dans le viseur la capture des flottes de galions espagnols chargés d'argent. Entre 1621 et 1660, la course apparaît intégrée dans une guerre économique totale et constitue l'une des activités principales de la *West-Indische Compagnie* (la WIC, en néerlandais *Geocroyeerde Westindische Compagnie*). Par la suite, la course néerlandaise est davantage impulsée par des armateurs privés.

En dehors de ces opérations de prédation, les Hollandais cherchent également à s'établir durablement en Amérique, au Brésil et dans les Antilles.

Rachel Ceyrac rappelle la chronologie de la prise de possession des îles de Curaçao (1634) et Saint-Martin (1648), aux dépens des Castillans, et de celle Saint-Martin (1667), cédée par la France. Elle s'interroge sur le rôle des Indes occidentales comme facteur de la puissance des Provinces-Unies, alors que la jeune république connaît son « siècle d'or ». L'auteure insiste sur la fonction de plaque tournante du commerce des esclaves occupée par Curaçao et analyse les structures administratives des colonies hollandaises. En s'appuyant sur les conclusions de l'historien Jonathan Israël, elle indique que la plupart des colonies des Indes occidentales ne sont pas, contrairement aux Indes orientales, administrées directement par la WIC mais par des grands marchands, des investisseurs auxquels la Compagnie a donné des droits.

Les Anglais et les Français souhaitent eux aussi prendre pied aux Antilles. L'île de Saint-Christophe, dans les Petites Antilles, partagée entre les deux États à partir de 1625, constitue le berceau de la colonisation franco-anglaise dans l'aire caraïbe. David Chaunu s'intéresse aux relations entre les deux puissances, en partant de la paix d'Utrecht de 1713 qui acte la cession de la partie française de Saint-Christophe à l'Angleterre. Son objectif est cependant d'étudier le cas de Sainte-Lucie (proche de la Martinique), considérée comme neutre car elle est l'objet de revendications contradictoires entre les deux Couronnes. Cette petite île apparaît en effet comme un territoire-sas propice aux échanges interlopes mais n'a pas fait l'objet d'accord de neutralité entre la France et l'Angleterre, comme c'est le cas pour Saint-Vincent ou la Dominique. Le déplacement du centre de l'empire français dans les Petites Antilles de Saint-Christophe vers la Martinique donne une importance stratégique nouvelle à Sainte-Lucie, située non loin de la Barbade, administrée par les Anglais. L'auteur décrit dans son article l'invention d'un territoire à l'intersection de deux empires.

Éric Schnakenbourg apporte, quant à lui, un éclairage sur une puissance coloniale secondaire, le Danemark, à travers sa prise de possession de Saint-Thomas en 1672, île que les Espagnols n'occupaient pas de manière permanente. convoité à la fois par les Hollandais et les Anglais, Saint-Thomas devient, sous la souveraineté danoise, un centre commercial actif, en particulier durant les périodes de guerre où les trafics illégaux prolifèrent, avec la collusion de certains administrateurs. L'auteur fait le rapprochement entre les pratiques identifiées sur ce territoire et celles des Hollandais : il s'agit d'un modèle alternatif à celui pensé dans le cadre impérial des grandes puissances, faisant de Saint-Thomas une « zone grise » de l'ordre colonial international.

La deuxième grande partie du volume est centrée sur les territoires français des Antilles avec la volonté d'examiner la manière dont se mettent en place la colonisation, la mise en valeur, le ravitaillement et les échanges au xvii^e et au début du xviii^e siècle. Il s'agit de croiser les approches, dans une logique de va-et-vient entre la France métropolitaine et les îles de l'Amérique. Les étapes de la saisie des terres par les Français dans la Caraïbe sont bien connues : d'abord

dans les Petites Antilles avec l'île de Saint-Christophe, puis la Guadeloupe et la Martinique (1635), ensuite dans les Grandes Antilles, dans un contexte marqué par la conquête de la Jamaïque par les Anglais (1655) – on approche alors du cœur du système d'échanges hispano-américain. Les Français s'intéressent à l'île de la Tortue et à la côte occidentale de l'île de Saint-Domingue dans la seconde moitié du siècle et voient leur souveraineté reconnue sur ces terres par le traité de Ryswick en 1697.

L'article d'Éric Roulet souligne le rôle pionnier des Normands et en particulier des Dieppois dans la colonisation antillaise : c'est du port de Dieppe que s'élança Pierre Belain d'Esnambuc, le fondateur de la colonie de Saint-Christophe et le premier gouverneur français de l'île. L'auteur montre cependant les difficultés à isoler la seule part des Dieppois dans les affrètements vers les Antilles. Une telle approche pourrait même s'avérer contre-productive car elle risquerait d'occulter les « synergies normandes », autrement plus dynamiques. Les investissements des marchands de Dieppe prennent une autre dimension en 1635 quand plusieurs d'entre eux s'associent et s'entendent avec la Compagnie des îles de l'Amérique pour exploiter une nouvelle île – la Guadeloupe – sous la conduite des capitaines Charles Liénart de L'Olive et Jean du Plessis. Après la rupture du contrat en 1640, les Dieppois participent toujours au trafic mais de façon plus individuelle et ponctuelle.

Consacrée à la Martinique, la contribution d'Érick Noël revient sur la génération des Normands pionniers de la colonisation, notamment Belain d'Esnambuc et ses alliés, comme Dyel Du Parquet. En effet, parmi ces premiers acteurs, bon nombre sont liés à une Basse-Seine ruinée par les guerres de Religion et ses lendemains, qui ont amené nombre de petits nobles du pays de Caux à chercher outre-mer un complément à la terre. L'auteur fonde son analyse sur le rôle de 1664, dressé à l'échelle de l'île avec à la fois les « maîtres de cases », les noms des conjoints et des enfants, les âges, et le nombre de « nègres » esclaves. Cette source permet d'apprécier ceux qui n'étaient pas « dudit lieu » ou « de ladite île », c'est-à-dire nés à la Martinique même. Logiquement, les résultats confirment la place significative occupée par les Normands. « L'échec » de cette génération de pionniers s'explique *in fine* par des considérations financières : les colons normands ne parviennent pas à conserver la possession du territoire et laissent la place aux Bretons puis aux Aquitains.

Avec la volonté de dépasser la logique stricte des échanges métropole-colonies, Nicolas Ribeiro s'attache aux circulations entre les différentes îles de la Caraïbe possédées par la France. Il rappelle ainsi que l'empire français dans les Petites Antilles ne compte pas moins de dix îles au XVII^e siècle, de Sainte-Croix au nord jusqu'à la Grenade au sud. Il est donc impossible aux navires venus de l'Europe d'aborder chacune de ces terres. En mobilisant les fonds de l'Amirauté de La Rochelle, entre 1625 et 1674, et en les croisant avec les minutes notariales, il met en évidence la domination de trois destinations principales :

Saint-Christophe, la Guadeloupe et la Martinique. La redistribution est ensuite organisée par les gouverneurs : Belain d'Esnambuc est à l'origine des premiers commerces inter-îles ; De Poinsy, qui possède des habitations disséminées dans les différentes îles, fait par la suite l'acquisition de petites embarcations en France pour assurer ces liaisons de cabotage.

En ce qui concerne la mise en valeur des territoires saisis par les Européens et les Français, les premiers temps coloniaux sont marqués par le « cycle du tabac », étudié dans ce recueil par Christian Schnakenbourg. La notion de « cycle », théorisée par l'économiste brésilien Celso Furtado, se compose schématiquement de trois temps : la colonisation ultra-marine repose sur la culture d'un seul produit très demandé en Europe dont la production démarre de façon fulgurante (1) ; puis, après une sorte de plateau marquant l'apogée (2), vient un effondrement brutal (3), explicable par la saturation du marché et/ou l'épuisement de la ressource. C. Schnakenbourg considère que l'apogée du « cycle du tabac » aux Antilles françaises se situe au début des années 1650. Dès le milieu de la décennie, cette culture est « un mort en sursis aux Îles-du-Vent ». Le « coup de grâce » lui est donné par la « révolution sucrière », fondée sur l'essor rapide de la culture de la canne. Dès 1671, on ne recense pas moins de 111 sucreries à la Martinique et 122 dans l'archipel guadeloupéen. Le corollaire de cette transformation est le recours à la main-d'œuvre servile, massivement déportée depuis le continent africain.

Marion Tanguy décrit l'évolution des liens entre les ports métropolitains et les Antilles au XVII^e siècle, en concentrant ses investigations sur les années 1661-1697, marquées par la montée en puissance des sites de la façade atlantique : La Rochelle, Nantes, Bordeaux. Elle porte une attention particulière aux armements du port ligérien qui bénéficie d'une série de « coups de pouce » successifs de la part de la monarchie à partir de 1671 : entre 1673 et 1697, la flotte nantaise pour les Antilles représente 40 % du tonnage total de la flotte française partant pour cette destination. Après une décennie 1670, caractérisée par une forte domination nantaise (60 % du tonnage français), les années 1680 sont marquées par une baisse d'influence du port ligérien, au profit de son voisin rochelais et, dans une moindre mesure, du port de la Guyenne.

Les dernières décennies du XVII^e siècle sont celles de la croissance des échanges métropolitains avec Saint-Domingue, « colonie du bout du monde ». Philippe Hroděj retrace les prémices difficiles de l'implantation française sur ce territoire, entre les gouvernements de Bertrand d'Ogeron et de Jean Du Casse. Il insiste sur la durée du voyage, qui représente longtemps un frein au développement du commerce français dans cette partie de la Caraïbe, comparée au circuit de distribution plus habituel débutant par la Guyane avant d'atteindre la Grenade, la Martinique, la Guadeloupe et Saint-Christophe. L'auteur exploite entre autres les registres des assurances souscrites par les armateurs pour déterminer la hiérarchie des ports français envoyant des navires vers Saint-

Domingue. Si le tabac est, dans cette colonie comme ailleurs, le premier objet de commerce, il est supplanté par l'indigo puis par la canne à sucre, dans une chronologie décalée par rapport aux Petites Antilles. Au tournant du siècle, Saint-Domingue est devenue une escale fréquentée; la guerre de Succession d'Espagne (1702-1713/1714) ne brise pas cet élan, qui se renforce tout au long du XVIII^e siècle.

En s'appuyant sur une documentation inédite, le texte de Christian Pfister-Langanay apporte un éclairage sur les liens entre Dunkerque et les Antilles, spécialement au début du XVIII^e siècle. Ce port, racheté par Louis XIV à Charles II d'Angleterre en 1662, se consacre aux échanges avec les îles de l'Amérique et à la traite des Noirs. Ces activités offrent en effet des alternatives à la longue tradition corsaire du lieu à la fin de la guerre de Succession. La parenthèse est néanmoins de courte durée car la Chambre de Commerce de Dunkerque est viscéralement attachée à la franchise portuaire qui est totale, les douanes se trouvant aux portes de la cité. Elle préfère abandonner le commerce des Îles en 1718... pour le reprendre après la publication de l'édit d'octobre 1721, témoignant par là même des ambiguïtés des principaux négociants de la place sur le sujet.

Consacrée au port-arsenal de Rochefort au XVIII^e siècle, la contribution de Sébastien Martin peut apparaître chronologiquement en marge du propos développé dans l'ouvrage. Elle permet toutefois de révéler, en creux, les carences de la politique de la France dans les Antilles au siècle précédent. Assurer le ravitaillement des territoires ultra-marins dépendants d'une métropole constitue une mission nécessaire au succès de toute politique impériale. Pour la France, les choix décisifs s'opèrent finalement tardivement au cours des premières années du ministère Maurepas, après un XVII^e siècle caractérisé par l'absence d'une politique suivie, alors que le défi logistique s'impose déjà comme une donnée fondamentale de la montée en puissance des enjeux antillais.

De manière transversale, l'ouvrage illustre l'intérêt de dépasser les cadres nationaux pour parvenir à une meilleure compréhension des liens entre les Européens et les Antilles. L'importance de la fraude, évoquée par de nombreux auteurs, constitue une donnée fondamentale pour appréhender l'histoire de la Caraïbe au XVII^e et au début du XVIII^e siècle. Elle reflète la manière dont les acteurs cherchent à contourner les politiques « exclusives » imposées par les métropoles européennes. La proximité entre les îles est également propice à la circulation des techniques : les Hollandais jouent par exemple un rôle majeur dans l'introduction de la culture de la canne à sucre dans la sphère antillaise.

Il convient de rappeler, pour terminer, que cette « redistribution » des Antilles entre les puissances européennes durant la période considérée s'est faite aux dépens des populations amérindiennes qui apparaissent en filigrane dans plusieurs articles. À la Martinique, les Indiens caraïbes sont expulsés

de la Capesterre et déportés à la Dominique; à Sainte-Lucie, les Français et les Anglais doivent cohabiter avec eux, ce qui provoque de vives tensions, mais aussi des échanges commerciaux et culturels. Malgré tout, au début du XVIII^e siècle, ces populations originelles ont pratiquement disparu des Petites Antilles. La violence apparaît donc bien comme un élément structurel de l'histoire de la Caraïbe, que l'intensification de la traite des Noirs et de l'économie de plantation esclavagiste allait encore accroître.

Bernard MICHON

NOTES

1. Le présent volume reprend une partie des communications présentées lors d'une journée d'études organisée par Marion Tanguy et moi-même, le 16 février 2017, à la Maison des sciences de l'homme « Ange Guépin » de Nantes, dans le cadre des activités du Labex « Écrire une histoire nouvelle de l'Europe » (EHNE), particulièrement de son axe 4 intitulé « L'Europe, les Européens et le monde », dirigé par Michel Catala. D'autres contributions se sont ajoutées par la suite pour enrichir ce numéro de la collection *Enquêtes et Documents*.
2. GRUZINSKI Serge, *Les quatre parties du monde. Histoire d'une mondialisation*, Paris, La Martinière, 2004.
3. BERTRAND Romain, *L'histoire à parts égales. Récits d'une rencontre Orient-Occident (XVI^e-XVII^e siècle)*, Paris, Seuil, 2011.
4. BAILYN Bernard, *Atlantic History. Concepts and Contours*, Harvard, Harvard University Press, 2005.
5. SAUPIN Guy (dir.), *Africains et Européens dans le monde atlantique, XVI^e-XIX^e siècle*, Actes du colloque de Nantes (7-9 juin 2010), Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, introduction, p. 7.
6. LEONARD Adrian B. et PRETEL David (dir.), *The Caribbean and the Atlantic World Economy*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, 2015.
7. MAURO Frédéric, *Le Portugal et l'Atlantique au XVI^e siècle, 1570-1670*, Paris, SEVPEN, 1960.
8. CHAUNU Huguette et Pierre, *Séville et l'Atlantique (1504-1650)*. Paris, SEVPEN, 1955-1960.
9. EMMER Pieter C., *The Dutch in the Atlantic Economy, 1580-1880. Trade, Slavery and Emancipation*, Aldershot, Ashgate, 1998.
10. ELLIOT John H., *Empires of the Atlantic World. Britain and Spain in America 1492-1830*, New Haven/Londres, Yale University Press, 2006.
11. *Outre-mers. Revue d'histoire*, vol. 97, n° 362-363, VIDAL Cécile (dir.), *L'Atlantique français*, 2009. Voir en particulier l'introduction intitulée « Le(s) monde(s) atlantique(s), l'Atlantique français, l'empire atlantique français », p. 7-37.
12. DAVIS Ralph, *The Rise of the Atlantic Economies*, Ithaca, Cornell University Press, 1973.
13. DELAFOSSE Marcel, « La Rochelle et les îles au XVII^e siècle », *Revue d'histoire des colonies*, t. 36, 1949, p. 238-281; HRODÉJ Philippe, « Le commerce rochelais vers les Antilles durant la guerre de la Ligue d'Augsbourg (1688-1698) », in MICKAËL AUGERON et ROBERT DUPLESSIS (dir.), *Fleuve, rivières et colonies. La France et ses empires (XVII^e XX^e siècle)*, French Colonial Historical Society, Paris, Les Indes Savantes, 2010, p. 203-223.
14. WEBSTER Jonathan, *The merchants of Bordeaux in trade to the French West Indies (1664-1717)*, Ph. D. University of Minnesota, Minneapolis, 1972; HUETZ DE LEMPS Christian, *Géographie du commerce de Bordeaux à la fin du règne de Louis XIV*, Paris-La Haye, Mouton, 1975; BUTEL Paul, *Les Négociants bordelais, l'Europe et les îles au XVIII^e siècle*, Paris, Aubier, 1974.
15. TANGUY Marion, *L'essor d'un port atlantique connecté. Nantes et le commerce des « Isles de l'Amérique » durant le règne de Louis XIV (1661-1697)*, thèse d'histoire, dactyl., dir. Guy SAUPIN, université de Nantes, 2014.

16. DEBIEN Gabriel, *La Société coloniale aux XVII^e et XVIII^e siècles*, t. 1 : *Les Engagés pour les Antilles, 1634-1715*, t. 2 : *Les Colons de Saint-Domingue et la Révolution. Essai sur le Club Massiac (août 1789-août 1792)*, Paris, 1951-1954.
17. Lire HRODÉJ Philippe (dir.), *L'esclave et les plantations de l'établissement de la servitude à son abolition. Hommage à Pierre Pluchon*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008, notamment l'introduction de l'ouvrage, p. 11-22, qui se termine par une bibliographie de l'historien.
18. ELISABETH LÉO, *La société martiniquaise aux XVII^e et XVIII^e siècles : 1664-1789*, Paris, Karthala, 2003.
19. GRUNBERG Bernard (dir.), *À la recherche du Caraïbe perdu. Les populations amérindiennes des Petites Antilles de l'époque précolombienne à la période coloniale*, Paris, L'Harmattan, 2015.
20. RÉGENT Frédéric, *Des sociétés d'habitation aux révolutions, dynamiques sociales, démographiques, juridiques et politiques des populations dans le domaine colonial français (1620-1848)*, habilitation à diriger des recherches en histoire, dactyl., dir. Pierre SERNA, université Paris I Panthéon-Sorbonne, 2017.
21. BUTEL Paul et LAVALLÉ Bernard (dir.), *L'espace caraïbe. Théâtre et enjeux des luttes impériales, XVI^e et XVII^e siècles*, Bordeaux, Maison des pays ibériques, 1996; BUCHET Christian, *La lutte pour l'espace caraïbe et la façade atlantique de l'Amérique centrale et du sud (1672-1763)*, Paris, Librairie de l'Inde, 1991.
22. Cité par PLUCHON Pierre, *Histoire de la colonisation française*, t. 1 : *Le premier empire colonial. Des origines à la Restauration*, Paris, Fayard, 1991, p. 40.
23. MOREAU Jean-Pierre, *Les Petites Antilles de Christophe Colomb à Richelieu : 1493-1635*, Paris, Karthala, 1992; BUTEL Paul, *Les Caraïbes au temps des flibustiers (XVI^e-XVII^e siècles)*, Paris, Aubier, 1982.
24. DORIGNY Marcel, *Atlas des premières colonisations, XV^e-début XIX^e siècle. Des conquistadores aux libérateurs*, Paris, Éditions Autrement, 2013, p. 38-39.